

# INFOS SNUEP F.S.U BORDEAUX / 15 mars 2024

19 mars 2024 : Journée de grève et de manifestations



- **BORDEAUX** : Manifestation - Rendez-vous à 12h devant la Préfecture
- **PERIGUEUX** : Départ 10h DSDEN pour la manif éduc. Manifs avec rassemblement à 11h Palais de justice, convergence vers la Préfecture - 11h30 puis casse-croûte vers 12h30. AG éduc dans la grande salle de la bourse à 13h30.
- **MONT-DE-MARSAN** : RDV à 10h devant le collège des arènes Jean Rostand pour la manif éducation. Manifestations convergentes par secteur, arrivée commune vers 11h à la préfecture.
- **AGEN** : place Armand Fallières (préfecture) à 10h
- **PAU** : 10h30 place de Verdun
- **BAYONNE** : 10h30 place Ste Ursule

## L'intersyndicale de la voie professionnelle appelle à rejoindre la grève du 19 mars

Une intersyndicale des lycées professionnels composée de la FSU, de l'Unsa-Éducation, du Snetaa-FO, du Sgen-CFDT, de la CGT Éduc'action, du SNALC, de SUD éducation et du CNT-FTE appelle les personnels à rejoindre la grève du 19 mars 2024 dans un communiqué commun le 8 mars. Les organisations jugent "insuffisantes les dernières mesures indiciaires et celles dites socles" et appellent à "ouvrir des négociations pour améliorer les conditions de travail et revaloriser les carrières". Elles rappellent également leur crainte que "la refonte de la carte des formations sur trois ans qui prévoit la fermeture de 15 % à 25 % de sections décrétées non-insérantes" n'entraîne des "suppressions de postes et des reconversions forcées". Enfin, elles appellent à ce que "la réforme de la voie professionnelle soit reconsidérée, notamment sur la classe de terminale bac pro".

## Vingt-six organisations de l'Éducation se mobilisent pour défendre l'école publique face au privé

*Le*  
**café pédagogique**  
Toute l'actualité pédagogique sur internet

« École de toute la jeunesse, l'école publique, laïque, gratuite et obligatoire doit être LA priorité du pays », écrivent plusieurs acteurs\* du monde éducatif et associatif dans une [tribune parue dans Le Monde](#). « Elle doit assurer l'égal accès de toutes et tous aux mêmes enseignements, dans les meilleures conditions sur l'ensemble du territoire. » [Lire la suite](#)

## **G de Vitry est nommé haut-commissaire à l'Enseignement et à la Formation pro**

---

Précédemment directeur de cabinet d'Olivier Dussopt au ministère du Travail, Geoffroy de Vitry a été nommé haut-commissaire à l'Enseignement et à la Formation professionnels lors du Conseil des ministres du mercredi 13 mars 2024. Placé sous la double tutelle de Catherine Vautrin et de Nicole Belloubet, respectivement ministre du Travail et ministre de l'Éducation nationale.

## **Une double tutelle toujours aussi menaçante pour les lycées professionnels**

---

En instituant un haut-commissaire à l'enseignement et à la formation professionnels, le gouvernement s'entête à maintenir les lycées pros sous double tutelle Travail/Éducation nationale. Les mêmes causes auront les mêmes effets : le sabotage des lycées professionnels risque de s'accroître avec la réforme qui va se déployer à marche forcée, malgré l'opposition massive des personnels et les désaveux successifs que subissent en instances les textes de la réforme. Le SNUEP-FSU dénonce la double tutelle qui réaffirme l'objectif gouvernemental de transformer le lycée pro sur le modèle de l'apprentissage.

L'expérience de double tutelle précédente avec une ministre déléguée a abouti à des mesures qui vont aggraver considérablement le fonctionnement des lycées professionnels et dégrader aussi les conditions de travail des personnels. Le dialogue social a été de surcroît entièrement piétiné avec cette ministre.

La nomination de G. de Vitry, directeur de cabinet d'O. Dussopt alors ministre du Travail, renforce nos craintes quant à l'avenir de la voie professionnelle scolaire. Ce d'autant plus qu'il a la charge de coordonner les travaux relatifs à l'enseignement professionnel et d'en assurer le suivi de la mise en œuvre.

Si l'objectif de supprimer 15 à 25 % des filières non insérantes est confirmé, un véritable plan social pour les personnels concernés risque fort d'être mis en œuvre sans moyen. À l'heure du retour de l'austérité budgétaire, le risque est réel que les lycées pros paient le prix fort des coupes budgétaires alors que les moyens évalués à 20 milliards d'euros par an pour l'apprentissage ne sont aucunement remis en cause.

Ce n'est pas l'intérêt des élèves qui guide la réforme des lycées professionnels et l'institution d'un haut-commissaire mais l'intérêt des entreprises à la recherche d'une main d'œuvre peu coûteuse voire gratuite. L'augmentation des stages est une mesure uniquement au service des entreprises qui justifie en partie la nomination d'un haut fonctionnaire du ministère du Travail.

Le SNUEP-FSU continue son action sans relâche pour maintenir l'enseignement professionnel à l'Éducation nationale et pour un vaste plan de financement afin d'améliorer les conditions de travail des professeur-es de lycée professionnel et de garantir des enseignements ambitieux pour permettre aux élèves d'accéder à une première qualification par un diplôme et des poursuites d'études réussies.

## **Réforme du lycée pro : fin du chef-d'œuvre, réduction des PFMP...**

---

"Chef-d'œuvre" remplacé par un "projet", clarifications apportées sur la prise en compte des périodes de formation en milieu professionnel pour les examens, réduction des PFMP, modification de la spécialité "Aide à domicile" de mention complémentaire : telles sont quelques-unes des modifications apportées par un projet de décret et quatre projets d'arrêtés, présentés en commission spécialisée des lycées le 6 mars 2024 et examinés au CSE du 14 mars 2024. Ces textes s'inscrivent dans la mise en œuvre de la réforme du lycée professionnel. Ci-dessous un extrait de la [déclaration de la FSU](#) :

*L'investissement dans la jeunesse de demain dans un système plus égalitaire passera par d'autres dispositifs que le SNU ou encore l'uniforme. Les mesures « choc des savoirs » quant à elles, que ce soit 1<sup>er</sup> ou 2<sup>nd</sup> degré, la mise en place de stage d'observation en seconde, la réforme de la voie professionnelle, vont d'une part renforcer les inégalités, mais aussi désorganiser les établissements scolaires et par conséquent l'ensemble de ses personnels et des élèves. Elles vont creuser encore plus les inégalités scolaires et détériorer le métier en dépossédant les enseignantes et enseignants de leur expertise. La FSU demande l'abandon de l'ensemble de ces « réformes ».*